

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE DU MARDI 29 JUIN 2021**

**Nombre de membres**

**en exercice : 35**

**Présents : 32 jusqu'au point n°8 – 31 du point n° 9 au point n°20.**

**Représentés : 3**

**Excusé : /**

**Absent : aucun jusqu'au point n°8 - 1 à partir du point n° 9**

L'an deux mille vingt-et-un, le vingt-neuf juin à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal de CHILLY-MAZARIN, dûment convoqué par la Maire, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Madame Rafika REZGUI, Maire.

**PRÉSENTS :** MME REZGUI, Maire, M. LACAMBRE, MME GY, M. PROPONET, MME LOYAU, M. CRUSE, MME GREMION, M. JANUS, MME RICCIARELLI, M. DELIANCOURT, MME LE PALUD, ADJOINTS ; MM. SERRES, HAMONIC, MMES BOUGE, MICHON, YENKETRAMDOO, MORIEZ, MM. PAUDELEUX, RICCARDI, POLICE, BOUKOUNA, DEBBI, MME HADJIAT, M. FERYN, MME TERRINE ; MME CINOSI-GIRARD, MM. BOUCHE, RIBEIRO-CAPITAO, MMES LACARRIERE-FARGES JUSQU'AU POINT N°8, LEANZA, M. RODRIGUES, MME BERNIER, FORMANT LA MAJORITE DES MEMBRES EN EXERCICE.

**REPRÉSENTÉS :**

**MME NAOUM-GHAZIEFF..... POUVOIR A M. DEBBI**

**M. SOUSA ..... POUVOIR A M. RICCARDI**

**MME SICSIC ..... POUVOIR A MME CINOSI-GIRARD**

**EXCUSÉ : /**

**ABSENTE : C. LACARRIERE-FARGES A PARTIR DU POINT N°9**

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame **Kenza HADJIAT** ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

**D212906-2**

Convention de partenariat relative au transfert des images de vidéosurveillance d'Immobilier 3F vers le centre de supervision urbain de la ville de Chilly-Mazarin.

N° D212906-2

**OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE AU TRANSFERT DES IMAGES DE VIDEOSURVEILLANCE D'IMMOBILIERE 3F VERS LE CENTRE DE SUPERVISION URBAIN DE LA VILLE DE CHILLY-MAZARIN.**

**RAPPORTEUR : BEATRICE RICCIARELLI**

**NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE**

Depuis l'élection de la nouvelle municipalité, un partenariat renforcé a été mis en place avec Immobilière 3F, notamment par la tenue de réunions régulières, et de GPO (groupes de partenariat opérationnel), qui ont lieu au commissariat de Longjumeau en présence d'Immobilière 3F et de la ville. Lors de ces différentes réunions, a régulièrement été évoquée la volonté des différents partenaires de mettre en place des actions de sécurité en commun.

Un plan d'action a par ailleurs été travaillé en étroite concertation avec les habitants (via un questionnaire) et l'amicale des locataires en vue de la destruction du mur qui privait les habitants du passage entre leur quartier et les commerces. Un projet global a été travaillé sur la résidence Saint Eloi. Le mur sera prochainement remplacé par un dispositif qui permettra un passage entre le quartier et les commerces en journée mais qui sera fermé la nuit. L'installation de caméras de vidéosurveillance vient compléter ce dispositif pour le sécuriser et dissuader les rassemblements.

Pour rappel, la ville a voté le raccordement des images de son Centre de Supervision Urbain (CSU) au commissariat de Longjumeau lors du conseil municipal du 14 décembre 2020.

Le bailleur Immobilière 3F a décidé l'installation de caméras de vidéosurveillance dans les espaces extérieurs de la résidence de Saint Eloi. Immobilière 3F a déposé un dossier d'autorisation en vue de la prochaine commission préfectorale qui se tient le 28 juin 2021.

*L'article L. 126-1-1 du Code de la construction et de l'habitation prévoit que « la transmission aux services chargés du maintien de l'ordre des images réalisées en vue de la protection des parties communes des immeubles collectifs à usage d'habitation lors de circonstances faisant redouter la commission imminente d'une atteinte grave aux biens ou aux personnes est autorisée sur décision de la majorité des copropriétaires dans les conditions fixées à l'article 25 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis et, dans les immeubles sociaux, du gestionnaire. Les images susceptibles d'être transmises ne doivent concerner ni l'entrée des habitations privées, ni la voie publique. ».*

C'est dans ce cadre légal que la ville, Immobilière 3F, la police nationale et la Préfecture de l'Essonne travaillent depuis quelques mois à la rédaction et à la mise en place d'une convention de partenariat qui permettra à Immobilière 3F de transférer les images de ses caméras au CSU de la ville.

Une telle convention est une première en Essonne et elle a nécessité des rencontres entre les services de la ville, de la Préfecture, de la Police nationale et d'Immobilière 3F qui ont été parties prenantes dans sa conception. Elle est le résultat d'un partenariat effectif entre les différents acteurs.

Le renvoi des images d'Immobilière 3F est strictement encadré par la loi, la convention en précise les termes.

Les installations techniques sont prises en charge par Immobilière 3F.

Il est donc demandé aux membres du Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur la convention suivante.

**Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de son rapporteur :**

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de la construction et de l'habitation, notamment l'article L. 126.1-1,

**VU** le projet de convention,

**CONSIDERANT** que le bailleur Immobilière 3F a décidé l'installation de caméras de vidéosurveillance dans les espaces extérieurs de la résidence de Saint Eloi, et déposé un dossier d'autorisation en vue de la prochaine commission préfectorale qui se tient le 28 juin 2021,

**CONSIDERANT** le souhait de permettre à Immobilière 3F de transférer les images de ses caméras au CSU de la ville,

**CONSIDERANT** qu'il convient à ce titre de conclure une convention qui détermine le fonctionnement du transfert des images du système de vidéosurveillance d'Immobilière 3F vers le CSU de Chilly-Mazarin,

### **D É L I B È R E**

**ARTICLE 1 : DECIDE** d'approuver la convention relative au transfert des images de vidéosurveillance d'Immobilière 3F vers le centre de supervision urbain de Chilly-Mazarin à conclure entre la ville de Chilly-Mazarin, Immobilière 3F et la Préfecture de l'Essonne.

**ARTICLE 2 : AUTORISE** Madame la Maire ou l'adjoint à la Maire délégué, à signer la convention ainsi que tous documents y afférents.

**Résultat du vote : UNANIMITE.**

**Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.**

**Suivent les signatures.**

**Extrait certifié conforme.**

**Chilly-Mazarin, le 29 juin 2021**



**La Maire,  
Rafika REZGUI**